



UNITÉ DE SANTÉ
INTERNATIONALE
ÉCOLE DE SANTÉ PUBLIQUE



Projet : « Ma Santé, Mes Droits/Sante Mwen Dwa Mwen/Mi Salud, Mis Derechos »

Termes de référence

Poste : Responsable de Développement social et communautaire

Description Générale du Projet

L'Unité de santé internationale de l'Université de Montréal (USI), en consortium avec ses partenaires : le Centre d'Études et de Coopération Internationale (CECI) et Avocats Sans Frontière Canada (ASFC), met en œuvre le projet « SANTE MWEN DWA MWEN / Mi Salud, Mis Derechos », en soutien au Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), dans les départements du Nord et du Nord-Est. Financé par Affaires Mondiales Canada (AMC), ce projet s'étendra sur une durée de 7 ans, de 2025 à 2032.

Le projet a pour objectif de renforcer la résilience, l'équité et la sensibilité aux genres des systèmes de santé nationaux en Haïti, Colombie et Guatemala, afin de garantir un accès équitable, sûr et culturellement adapté aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR), notamment pour les femmes, les adolescentes et les personnes en situation de vulnérabilité (F/A/E/PSV). Ancré dans les principes de justice sociale, de droits humains, d'intersectorialité et d'égalité de genre, le projet adopte des approches intégrées et collaboratives qui permettent de transformer durablement les systèmes de santé et les pratiques sociales. Il s'attaque aux obstacles structurels du patriarcat, de la pauvreté, des violences basées sur le genre (VBG) et de l'exclusion sociale qui limitent l'accès aux SSR malgré l'existence de cadres juridiques favorables.

En Haïti, plus spécifiquement, le projet soutiendra des stratégies de renforcement des systèmes de santé dans les départements sanitaires du Nord et du Nord-Est à travers trois axes principaux : 1) le renforcement des services de SDSR, notamment des secteurs négligés comme les services aux survivantes de violences sexuelles et la planification familiale, 2) la promotion de la SSR et, 3) la promotion des droits à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (DSSR).

Le résultat ultime du projet est « Une jouissance plus équitable de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) par les femmes, les adolescentes et les enfants (F/A/E), en particulier celles en situation de vulnérabilité ou de marginalisation »

Pour soutenir les opérations de mise en œuvre et de suivi du projet, le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) cherche à recruter une Responsable de développement social et communautaire pour son bureau basé à Cap-Haïtien.

Sommaire du poste

Sous l'autorité de son-sa superviseur-e, la Responsable de développement social et communautaire aura principalement à assurer la Promotion de la SSR au niveau communautaire, tout en contribuant aux efforts de renforcement des services de SDSR.

Rôles et responsabilités

- Coordonner, sur les plans technique et programmatique, les activités de santé communautaire du projet;
- Assurer la mise en œuvre programmatique et budgétaire du volet « santé communautaire » du plan de mise en œuvre du projet;
- Accompagner les interventions communautaires dans le but d'améliorer les pratiques et les comportements favorables à la santé et aux droits sexuels et reproductifs;



UNITÉ DE SANTÉ
INTERNATIONALE
ÉCOLE DE SANTÉ PUBLIQUE



- Établir, avec les Responsables de santé communautaire des Directions sanitaires (DSN et DSNE), l'inventaire des stratégies et outils existants approuvés par le MSPP, en matière de mobilisation communautaire pour la santé et, au besoin, contribuer au développement - adaptation d'outils additionnels conformes aux stratégies approuvées;
- Planifier, avec les Responsables de santé communautaire des Directions sanitaires (DSN et DSNE), les activités de terrain en lien avec la mobilisation communautaire, selon les plans de travail annuels (PTA) en vigueur au projet;
- Appuyer la collecte et la gestion rigoureuses des données sanitaires sur le terrain en matière de Mobilisation communautaire pour alimenter la base de données de la DSN et de la DSNE;
- Appuyer les Directions sanitaires (DSN et DSNE) et les IS participantes au projet dans la préparation, la mise en œuvre et l'évaluation de plans de mobilisation communautaire;
- Appuyer la collecte et la gestion et le contrôle de qualité des données sanitaires communautaire sur le terrain ;
- Assurer une coordination avec les acteurs de terrain (gestionnaires, prestataires de service et autres ressources du MSPP, autorités communales, Comités de femmes utilisatrices de services, organisations de la société civile, groupes de jeunes, clubs d'hommes, etc.) en matière de mobilisation communautaire;
- Contribuer à la préparation et participer aux exercices périodiques de Bilan-Programmation du projet, de Comité technique et de Comité Stratégique Pays;
- Élaborer le rapport technique et la justification de dépenses des activités de terrain sous sa responsabilité;
- Fournir les éléments nécessaires à temps aux responsables de projet pour la rédaction des rapports semestriels et annuels;
- Effectuer d'autres tâches connexes, dans son domaine de compétences, qui lui sont demandées, pour l'avancement du projet.

Qualifications et exigences du poste

- Formation universitaire de deuxième cycle (Sciences infirmières - Sciences sociales - Santé communautaire);
- Formation technique complémentaire, diplômes, cours spécialisés ou certifications dans un ou plusieurs des domaines suivants (souhaitable) : Santé sexuelle et reproductive (SSR), Droits sexuels et reproductifs (DSR), Approche de genre et intersectionnalité, Approche fondée sur les droits de la personne, Nutrition, Santé mentale, Violence fondée sur le genre;
- Connaissances accrues et expériences pertinentes dans la conception, mise en œuvre, suivi et rapportage des interventions de mobilisation communautaire;
- Solides connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive, de promotion des droits sexuels et reproductifs, ainsi que d'approches fondées sur les droits de la personne et le genre
- Expérience de terrain – Formation – Facilitation - Animation des activités de santé;
- Au moins 5 ans d'expérience avérée dans le cadre de projets liés à la santé communautaire, à la santé sexuelle et reproductive et/ou aux droits sexuels et reproductifs, de préférence dans le contexte de la coopération internationale ou au sein d'organismes non gouvernementaux;
- Expérience dans l'élaboration de plans de travail, de rapports descriptifs et de documentation pour des projets financés par la coopération internationale;
- Compétences en informatique, incluant la capacité d'exploiter Excel, Word, PowerPoint, etc. ;
- Capacité à analyser les contextes de sécurité, à cerner les risques et à proposer des mesures d'atténuation;
- Excellente communication interpersonnelle et capacité de travailler en équipe;



UNITÉ DE SANTÉ
INTERNATIONALE
ÉCOLE DE SANTÉ PUBLIQUE



- Sens de l'organisation, de l'initiative rationnelle, de rigueur, d'intégrité et d'honnêteté ;
- Bonnes compétences de communication orale et écrite du français et du créole.

Compétences transversales

- Grande capacité à travailler en équipe, à assurer la coordination interinstitutionnelle et à communiquer efficacement;
- Capacité d'analyse, d'organisation et de gestion de multiples tâches dans des contextes dynamiques;
- Sensibilité sociale, culturelle et à l'égalité des sexes, avec un engagement fort en faveur des droits de la personne et de l'équité.

Disponibilité

- Être disposé-e à se déplacer fréquemment, vers les zones d'intervention du projet à l'intérieur du pays. Les frais de déplacement sont pris en charge par le projet;
- Être disposé-e à travailler dans des contextes communautaires et dans des situations exigeant une certaine souplesse opérationnelle, tout en respectant les protocoles de sécurité.

Conditions du poste

- a) Contrat à temps plein, avec des vacances, assurance maladies et possibilité d'augmentation salariale en fonction des évaluations de rendement et des disponibilités budgétaires du projet. Il sera conclu avec le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI), conformément à la réglementation et à la politique des ressources humaines du CECI en Haïti;
- b) Date prévue de début d'emploi : 15 août 2026;
- c) Lieu de travail : bureau du CECI du Cap-Haïtien. avec des déplacements dans les régions couvertes par le projet.

Pour postuler

- Envoyer CV, lettre de motivation, copie de la CIN ou du permis de conduire, copie de diplôme à rh-haiti@ceci.ca;
- Date limite de dépôt des candidatures : 22 juillet 2026.

Remarques

- Les personnes originaires du Nord ou du Nord-Est, ou ayant résidence dans le Nord, seront privilégiées.
- Les dossiers non complets ne seront pas considérés.
- Les fonctionnaires actuelles de l'État haïtien, en particulier du MSPP, ne seront pas considérées.
- Seules les candidates retenues pour entretien seront contactées.
- Le CECI se réserve le droit de suspendre le processus de recrutement sans préavis.
- Incompatibilité : Pendant la durée du contrat, l'employé(e) ne peut entretenir d'autres relations contractuelles.
- L'entrée en vigueur de ce poste est assujettie à l'approbation budgétaire de la part d'Affaires mondiales Canada (AMC).